



ÉDITORIAL

Agriculture: un modèle à bout de souffle

PAR LAURENT MOULoud, REDACTEUR EN CHEF

« **E**nfant, j'en rêvais ; adulte, j'en crève ! » Le cri de colère, entendu jeudi dernier dans la manifestation paysanne à Bruxelles, résume assez bien la détresse de tout un secteur qui, dans une relative indifférence, affronte une crise protéiforme, existentielle, particulièrement violente. Depuis trois ans se succèdent les images d'agriculteurs au bout du rouleau, pris dans les tourments d'une grippe aviaire, d'un feu géant ou de revenus indigents qui les poussent à mettre la clé sous la porte, étranglés par les dettes.

Ce regain de mobilisations ne doit rien au hasard. La profession est en première ligne face au changement climatique et à la pression des marchés dérégulés. Plus que toute autre, elle en subit les effets destructeurs. Avec le sentiment profond – et souvent justifié – d'être abandonnée à son sort par les pouvoirs publics. La crise de la dermatose nodulaire contagieuse, avec sa stratégie d'abattages systématiques des troupeaux, est une souffrance de plus. Une tempête dans un océan de difficultés.

Les Français le savent-ils ? Plus de la moitié des fermes françaises ont disparu depuis la fin des années 1980. Alors qu'on en recensait 1 million il y a quarante ans, il n'en reste aujourd'hui que 390 000 (soit une baisse de 61,7 %). Sur cette même période, la part dans l'emploi des agriculteurs exploitants est passée de 7,1 % à moins de 1,5 %. Ce constat, on le sait, n'a rien d'une fatalité. Il est le résultat de choix politiques menés par la droite et les sociaux-libéraux – qui ont méthodiquement détruit l'agriculture paysanne au profit d'une libéralisation délétère.

La fameuse politique agricole commune (PAC), autrefois outil de régulation et de sécurisation des revenus, est devenue un système d'aides inégalitaire, favorisant les grandes exploitations au détriment des petites, qui disparaissent à un rythme effréné : 40 000 en l'espace de trois ans. De son côté, la grande distribution impose ses prix, les industriels

compressent les marges, tandis que les accords de libre-échange – Ceta, Mercosur – mettent en concurrence des paysans français avec des producteurs soumis à des normes sociales et environnementales bien moindres. Pris en étau, beaucoup d'agriculteurs produisent aujourd'hui à perte, pendant que les géants de l'agroalimentaire et de la distribution engrangent des milliards.

Sortir de cette impasse nécessite de rompre avec ce capitalisme agricole et son modèle productiviste qui détruit les sols, épuise les paysans et enrichit une poignée d'acteurs de l'agro-industrie. Cela passe par un refus du traité du Mercosur, dont la signature vient d'être repoussée à début janvier sous la pression de la France et de l'Italie. Mais également par un projet politique clair qui défende une agriculture paysanne, locale et durable, qui garantisse des prix planchers, une régulation des marchés, un soutien fort aux installations et un accompagnement permanent à la transition agroécologique.

Il y va de l'avenir de toute une profession. Mais aussi de la souveraineté alimentaire de la France. À défaut, le gouvernement laissera le champ ouvert à toutes les récupérations politiques de la colère paysanne. Dans les territoires ruraux du Sud-Ouest, la Coordination rurale, syndicat proche de l'extrême droite, fait son beurre de la dénonciation des « normes » dans une rhétorique dangereuse qui oppose écologie et justice sociale. À n'en pas douter, ce discours continuera de prospérer sur la souffrance du monde paysan. Et, surtout, sur l'absence de toute autre perspective. ●

Le monde paysan a besoin d'un projet politique qui garantisse des prix planchers, une régulation des marchés et un accompagnement à la transition agroécologique.